

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-fugitifs-Terrorisme-d-Etat-en-Argentine-et-Uruguay>

Les fugitifs[Terrorisme d'Etat en Argentine et Uruguay]

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat -

Date de mise en ligne : mercredi 13 janvier 2021

Description :

Les fugitifs. Terrorisme d'Etat en Argentine et Uruguay. Ils sont accusés de crimes contre l'humanité pour les horreurs commises pendant les dictatures militaires il y a 40 ans en Argentine et en Uruguay. Ils se cachent en Italie. Ou sont ils et protégés par qui...

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ils sont accusés de crimes contre l'humanité pour les horreurs commises pendant les dictatures militaires il y a 40 ans en Argentine et en Uruguay. Ils se cachent en Italie. Ou sont ils et protégés par qui.

Cette enquête fait partie du projet « [On the run from the past](#) », fuyant le passé, et est la lauréate du programme pilote [Stars4Media](#), cofinancé par la Commission européenne. Neuf journalistes des rédactions de « [El Salto](#) » (Espagne), « [Streetpress](#) » (France) et « [Centro Permanente de Periodismo](#) » (Italie) ont travaillé pendant trois mois à la recherche des tortionnaires des dictatures sud-américaines qui fuient toujours la justice de leurs pays.

Voici le résultat de l'enquête :



I fuggitivi (It)(Leggere in italiano)

Ce sont trois hommes âgés. Ils vivent en province en Italie et mènent une vie tranquille : ils vont à la pêche et se promènent le long de la côte. Ils passent inaperçus, parlent bien l'italien et se sont intégrés à la communauté. Personne ne peut imaginer qu'ils sont recherchés pour des crimes contre l'humanité commis pendant les dictatures sud-américaines des années 1970. **Jorge Nestor Troccoli**, qui vit à Battipaglia, est un ancien chef impitoyable des services de renseignement uruguayens accusé de la disparition de dizaines de militants. Dans la province de Parme, le père **Franco Reverberi** célèbre la messe, c'est un prêtre accusé d'avoir assisté à la torture de captifs dans un camp d'extermination en Argentine, tandis que **Carlos Luis Malatto**, est un ancien lieutenant appartenant à l'un des corps militaires les plus sanglants de la dictature de Videla, il vit aujourd'hui dans un quartier privatisé en Sicile. Tous les trois sont dans notre pays [Italie Ndlr] depuis longtemps et, au fil des années, la justice italienne a rejeté toutes les demandes d'extradition, mais la situation est sur le point de changer.

Le 26 mai, le ministre de la Justice Alfonso Bonafede a autorisé l'ouverture d'un procès pénal en Italie contre **Carlos Luis Malatto**. Le 2 octobre, une action en justice a été déposée en Argentine pour demander l'extradition du père **Franco Reverberi**, qui avait été rejetée pour la deuxième fois en 2014. Et alors que l'audience de la Cour de Cassation pour le procès Condor fixée au 24 juin, pourrait confirmer l'emprisonnement à vie pour **Nestor Troccoli**, les enquêteurs enquêtent sur deux meurtres de citoyens italo-argentins qui impliqueraient l'ancien militaire uruguayen. Nous sommes sur la piste de ces trois hommes. Nous reconstruisons leur vie en Amérique du Sud et en Italie en essayant de découvrir qui les a protégés et qui continue de le faire.

Trous noirs

En Amérique du Sud, les années 1970 ont été marquées par des régimes militaires féroces qui ont conduit, rien

qu'en Argentine, à la disparition et à l'élimination de plus de 30 000 opposants politiques appelés « *les disparus* ». Toute personne considérée comme subversive était kidnappée par l'armée puis transférée dans un centre de détention clandestin pour y être torturée et la plupart du temps tuée. Ces « *trous noirs* » se comptaient par centaines et n'existaient officiellement pas, car tout ce qui se passait à l'intérieur de ces murs devait rester secret.

Les centres étaient partout. Dans un garage du centre de Buenos Aires, dans le port de Montevideo, dans des maisons en province ou dans des bâtiments de l'administration publique. Les militaires affectés dans les centres clandestins avaient reçu une formation spéciale aux techniques de torture. Les détenus étaient violés, battus à mort, accrochés aux murs, torturés à l'électricité. Beaucoup n'ont pas survécu. Ceux qui ont réussi à survivre ont été enfermés pendant des années, ou chargés dans un avion pour être jetés à la mer lors de « *vols de la mort* ». Une génération entière a été exterminée, des jeunes de 15 à 25 ans qui avaient uni leurs forces pour s'opposer à la dictature. Les corps de beaucoup d'entre eux n'ont jamais été retrouvés. Il a fallu de nombreuses années pour que la vérité commence à être découverte. Pendant des décennies, les responsables de l'horreur ont continué à nier. Plus tard, les survivants ont commencé à témoigner et certains militaires ont commencé à l'admettre. Jusqu'au début des années 2000, après l'abrogation des lois garantissant l'immunité aux responsables de crimes commis pendant les dictatures sud-américaines, les premiers procès commencent.

Aujourd'hui, rien qu'en Argentine, 1 003 personnes ont été condamnées pour des crimes commis sous le régime de Videla. Pour échapper à la justice, beaucoup ont fui vers différents États sans accords d'extradition et trois parmi eux ont décidé de s'envoler vers notre pays (Italie), exploitant les origines italiennes de leurs familles.

LES PROTAGONISTES

Don Franco

Il est six heures de l'après-midi et le son des cloches envahit la petite place de Sorbolo, ville de neuf mille habitants de la province de Parme. Au crépuscule, un vieil homme, soutenu par une canne, entre dans la pizzeria à côté de la place. Une voix de femme se fait entendre : « *Prenez la pizza, elle est déjà payée* ». L'homme se retourne et quitte les lieux. Son nom est Don Franco Reverberi et il est le curé italo-argentin de la ville. Il avait quitté Sorbolo à 11 ans avec sa famille pour l'Argentine et, depuis 2011, il est le curé du village émilien. Bien accueilli et aimé par la communauté, il a mené une vie tranquille et isolée jusqu'à ce que son cliché apparaisse sur le site Internet d'Interpol. C'était en 2012. L'accusation : « *Crimes contre l'humanité et torture* ».

Il est difficile de reconnaître le Don Franco Reverberi recherché par Interpol dans l'homme sortant de la pizzeria. Il porte un postiche et des lunettes. « *Excusez-moi, est-ce que vous êtes Don Franco Reverberi ?* ». « *Oui...* ». A la demande d'un entretien, le prêtre prend peur. Il dit qu'il est « *un homme très malade* ». Il se précipite chez lui et, en fermant la porte derrière lui, ajoute : « *Je n'étais même pas un aumônier militaire à l'époque, je ne pouvais pas être là* ». L'histoire, cependant, documente autre chose. Don Franco, pendant plus de 40 ans, a vécu et travaillé comme curé à San Rafael, une ville argentine au sud de Mendoza, où pendant les années de la dictature un centre clandestin de torture et d'extermination avait été créé, la « *Casa Departamental* » ; c'est le seul des 340 centres en Argentine situé au sein d'un tribunal Justice. Des dizaines de personnes ont été arrêtées, torturées et tuées à San Rafael. Et pour juger les auteurs de ces crimes en août 2010, un maxi procès a eu lieu. Don Franco Reverberi, pendant les années de la dictature, était aumônier militaire de l'armée de cette ville et a ne pas été appelé à témoigner.

Avec la Bible en main

Au cours du procès, en fait, quatre témoins ont déclaré que pendant qu'ils étaient torturés, l'aumônier militaire, qu'ils ont identifié comme étant Don Reverberi, était présent. Il était curé de leur ville et ils le connaissaient bien avant d'être arrêtés. Ils ont dit que Don Franco portait des vêtements militaires et avait été témoin des coups avec la Bible à la main, invitant les torturés à coopérer. Jamais un mot de réconfort. Le 23 août 2010, le révérend Reverberi s'est déclaré étranger aux événements. Mais le 14 juin 2011, lorsque le procureur fédéral José Maldonado l'a convoqué pour témoigner, on l'avait déjà perdu de vue. Le 10 mai de la même année, il s'est envolé pour l'Italie. Et à sa place, dans la salle d'audience, le vice-recteur de l'évêque, Luis Marcelo Gutiérrez, avait comparu pour remettre aux juges un dossier médical qui prouvait des problèmes cardiaques. Les mêmes problèmes qui auraient empêché le prêtre de se déplacer pour assister au procès. Le 26 septembre 2012, l'Argentine a demandé l'extradition et Interpol a émis un mandat d'arrêt international contre le curé de la paroisse. Le 20 octobre 2013, la cour d'appel de Bologne a rejeté la demande d'extradition.

« Nettoyez votre sang avec votre corps »

Mario Bracamonte avait froid. Il était allongé sur le sol d'une pièce sombre. Il faisait nuit et les carreaux autour de lui étaient rouges et collants. C'était le 9 juillet 1976 et Mario avait été torturé pendant de nombreuses heures avec d'autres détenus. Le sol était couvert de sang : le leur. Ce n'était pas la première fois. Cela arrivait presque tous les soirs, mais jamais comme ça. Mario avait 28 ans et il se demandait s'il survivrait cette nuit-là. La souffrance physique était telle qu'il lutta pour ressentir autre chose que la douleur dans son propre corps, jusqu'à ce qu'il entende clairement les militaires lui ordonner de nettoyer le sang qui était la salle. Les prisonniers n'avaient rien pour le faire et les geôliers étaient très clairs : ils devaient nettoyer le sol en rampant avec leur corps. Pour observer le spectacle de la torture et des prisonniers rampant sur le sol - se souvient Mario - il y avait Don Franco. Et il s'en souvient car, pendant qu'ils le torturaient, il cherchait le regard du prêtre, avant que les militaires ne lui donnent des coups de pied : « *Qu'est-ce que tu regardes, **connard*** ». Mario Bracamonte a survécu cette nuit-là. Aujourd'hui, il a 67 ans et vit toujours à San Rafael. Il est à la retraite et, avec sa femme Titi, ils reconstruisent les heures les plus sombres de sa vie. Il s'interrompt à plusieurs reprises, ému, il perd ses mots et sa voix devient un filet. Sa femme intervient pour expliquer à quel point c'est difficile. Mais ils disent tous les deux que c'est nécessaire. « J'ai rencontré Don Reverberi, il était curé de la ville. Quand ils m'ont kidnappé et que je l'ai vu entrer pour la première fois avec les militaires, je ne pouvais pas y croire - dit Mario - Je ne suis pas intéressé par le fait que Reverberi aille en prison, je veux juste qu'il réponde aux questions. S'il a participé à nos tortures, il était certainement présent même lorsque les corps des morts ont été amenés à disparaître. Je veux juste qu'il dise où sont mes camarades disparus, c'est tout ce que je demande. Je veux qu'il réponde aux questions pour trouver les compagnons qui aujourd'hui ne peuvent plus être ici avec nous.

« Voulez-vous voir le message de l'évêque ? »

Tandis que Don Franco rentre chez lui avec la pizza, dans l'église au centre de la place Sorbolo se trouve Don Aldino Arcari, curé du diocèse. Il travaille aux côtés de Don Franco depuis de nombreuses années. Arcari désinfecte l'Église comme l'exigent les règles anti-Covid : la messe vient de se terminer et un baptême va bientôt commencer. Sa voix résonne dans les couloirs : « Je ne comprends pas ce que vous, les journalistes, attendez de Don Franco. Il n'était même pas aumônier militaire à l'époque, il ne pouvait même pas être là-bas. Y'en a assez, je ne peux pas croire que vous êtes venus de Rome ici pour ces choses-là. Mon pauvre garçon ! Mais savez-vous qu'il a eu deux crises cardiaques ? Ce que vous faites, c'est cruel, c'est de la torture contre lui. 40 ans ont passé, il faut le laisser tranquille. Cependant, il y a quelques jours, lorsque vous, les journalistes, êtes arrivés à Sorbolo, j'ai écrit à l'évêque pour lui dire que vous cherchiez Don Franco. L'évêque m'a répondu : donne-leur un coup de poing dans les dents. Voulez-vous voir le message ? ».

Ces dernières années, le cas de Don Franco a souvent fait la une des journaux : on a parlé d'un curé recherché par Interpol pour crimes contre l'humanité. Cependant, trouver quelqu'un prêt à en parler à Sorbolo est très difficile. La communauté se ferme dans un silence compact. Ils n'en savent rien, disent-ils. Et même s'ils savent, ils ne veulent pas en parler : la demande d'extradition a été refusée, alors pour eux Don Franco est innocent. Certains, cependant, pensent différemment. Cristina Milanese est enseignante et vit à côté de l'église d'Enzano, un quartier de Sorbolo.

Elle est originaire de cette petite ville dont Don Reverberi est originaire et c'est précisément ici qu'il a commencé à officier à la messe en 2011. Lorsque Cristina a découvert que le curé de la paroisse était recherché par Interpol, elle a quitté la maison et a parlé avec ses voisins pour leur demander de ne plus assister aux messes de Don Franco. Cristina est assise à sa table de cuisine et derrière elle se trouve la fenêtre d'où on peut voir l'église. « Personne ne m'a écouté, ils ont tous continué à assister à la messe. Je suis convaincue que pour savoir si une personne est coupable, il faut attendre l'issue du procès, on ne peut pas juger a priori. Jugons donc Don Franco. La justice devrait avoir la possibilité de vous condamner ou de vous disculper, si vous n'avez rien fait. Vous ne pouvez pas y échapper, surtout si vous prêchez l'Évangile. C'est très sérieux. Ces événements ne devraient pas se produire, ces familles pour le moins méritent justice. Je pense à ces mères, aux garçons de 20 ans qui ont été torturés et assassinés : vous ne pouvez pas, ce sont les enfants de tout le monde.

En 2016, l'association Antígona a proposé aux fidèles de Sorbolo le boycott des messes officieuses par Reverberi. Le président Patrizio Gonnella déclare : « Nous sommes sous garantie [Doctrines politiques développées en Italie au 19^{ème} siècle qui soutenaient le respect des garanties constitutionnelles des citoyens contre d'éventuelles décisions de l'Etat et un strict respect des garanties légales pour la personne faisant l'objet d'une action pénale. Ndlr], nous demandons un procès. Ce que nous soutenons, cependant, c'est qu'un prêtre, plus encore qu'un laïc, doit avoir un sens éternel de la justice et ne pas échapper au jugement. C'est pourquoi Don Franco doit comparaître devant un juge, s'expliquer, se défendre et, s'il n'est pas responsable, s'en sortir indemne. Ce que nous avons soutenu en 2016 en tant qu'association n'était pas de condamner Reverberi, mais au moins qui se laisse juger. Un jour, j'aimerais organiser une conférence avec Antígona à Sorbolo et inviter des universitaires et des juges à parler de la torture et des régimes qui la pratiquent.

Parce qu'il serait bien d'en discuter avec la communauté, il serait légitime d'en parler. Il y a un prêtre accusé de violence dans les années 1970 et un jour il devra y répondre. Nous voulons et devons l'aborder dans cette communauté, car il est impossible que tout se termine par une messe célébrée chaque dimanche. En 2013, lorsque la demande d'extradition de Don Reverberi a été rejetée, la loi sur le crime de torture était absente de notre code pénal et cela a favorisé l'impunité de l'ancien aumônier militaire.

Et c'est précisément à cause de l'introduction de la loi sur la torture dans le code italien que le 2 octobre une demande a été présentée aux juges argentins pour demander l'extradition de Don Franco depuis l'Italie pour la deuxième fois, puisque rejetée pour la première fois en 2014. Le document demande que les charges soient étendues à : homicide aggravé, privation abusive de liberté avec recours à la violence et complot en vue de commettre un crime. Il est également demandé que le mandat d'arrêt international émis par Interpol en 2012 et qui expire aujourd'hui, soit rétabli.

La demande a été signée par Richard Ermili, avocat de l'Apdh (Assemblée permanente des droits de l'homme), qui explique : « En Argentine, la religion catholique est la plus suivie par la population et en vertu de cela Don Reverberi exerçait une autorité dont on attend de la compassion, de l'aide et des conseils spirituels. Mais ce n'était pas ce qu'il a fait pendant les années de la dictature lorsqu'il a invité les prisonniers à collaborer avec les personnes qui les avaient kidnappés. Je crois aux témoins : ce sont des personnes qui ont été enlevées sans raison, sans cause, sans procès. Je crois ce qu'ils disent, je les crois profondément. Et je ne le fais pas par commodité, mais parce que je les ai écoutés. Et si vous les écoutez, vous savez qu'ils disent la vérité.

« Le péché est l'obscurité. Ayez la foi »

Les messes à Sorbolo ne se sont pas arrêtées, même pendant la période de quarantaine imposée par l'urgence du Covid. Les curés continuent de célébrer des messes en *streaming*. Et, à l'occasion du quatrième dimanche de Carême, c'est Don Franco lui-même qui est monté en chaire, ouvrant son homélie d'une voix sûre : « *Le péché est ténèbres, mort et éloignement de Dieu. Convertissons-nous et demandons pardon au Seigneur. Avant que nous ne soyons ténèbres, nous devons maintenant être la lumière du Seigneur* ». La messe en *streaming* dans la paroisse de Sorbolo a été un succès, à tel point que le 28 mars, une photo de la cérémonie a été publiée en couverture du prestigieux magazine anglais *The Guardian Weekly*. En bas à droite se trouve Don Franco et au centre une inscription ***Keeping the faith*** - Garder la foi.

Outre Mario Bracamonte, trois autres anciens prisonniers politiques ont témoigné contre Reverberi : Sergio Chaqui, Roberto Rolando Flores Tobio et Enzo Bello Crocefisso. Ce dernier déclara avoir été arrêté en décembre 1976 à Général Alvear, ville située à 85 kilomètres de San Rafael, et avoir été interrogé par un curé qui lui parlait en italien, ce qui est rare chez les prêtres de la région. Alors que le 5 novembre 2013, Aurelio Guerrero, psychiatre italo-argentin, s'est présenté spontanément au Tribunal fédéral de San Rafael, et a déclaré avoir vu Don Reverberi entrer à plusieurs reprises entre 1976 à 1978 dans un centre utilisé par les services de renseignement argentins situés au cœur de San Rafael. Il a expliqué qu'il était sûr que l'homme était Don Franco, puisqu'il le connaissait depuis qu'il était enfant.

Contrairement aux témoins qui ont déclaré avoir vu le curé de la paroisse dans divers centres clandestins et sites de renseignement, Don Reverberi a déclaré le 23 août 2010 devant les juges argentins qu'il n'avait aucun lien avec les événements, et qu'il n'était jamais entré dans un centre clandestin. A l'appui de sa version, il montra le document de l'évêché qui le nommait officiellement Aumônier Militaire de l'Armée de San Rafael le 26 mai 1980. Et pourtant, les endroits où, pendant les années de la dictature, des milliers d'opposants furent torturés et tués, étaient clandestins. Ceux qui y travaillaient l'ont fait par delà des réglementations de l'État. Par conséquent, il est raisonnable de penser qu'il n'y a pas de documents officiels avec les noms de ceux qui sont passés par ces centres.

Les aumôniers de l'horreur

Il existe de nombreux cas documentés d'aumôniers qui, comme Don Franco, ont aidé les militaires dans les centres d'extermination. Comme l'expliquent Lucas Bilbao et Ariel Lede, chercheurs sur les liens entre l'Église et la dictature argentine et auteurs du livre « [Profeta del genocidio](#) » [Prophète du génocide] : « Il existe plusieurs cas de curés reconnus par les rescapés des centres de détention et d'extermination. Les plus connus sont ceux de José Eloy Mijalchik et de Alberto Angel Zanchetta et pour ceux-ci - comme dans le cas du Père Reverberi - la nomination officielle en tant qu'aumôniers militaires a eu lieu des années après les événements dénoncés par les témoins. Zanchetta était l'un des aumôniers de l'Esma de Buenos Aires, l'un des centres d'extermination les plus meurtriers de tout le pays, où plus de 5 000 personnes ont été arrêtées.

En 1995, le journaliste Horacio Verbitsky a interviewé Adolfo Scilingo qui a été le premier militaire argentin à parler des camps de la mort et des « *vols de la mort* » durant lesquels les corps des prisonniers, encore vivants, ont été jetés à la mer pour les faire disparaître. Scilingo a également parlé des aumôniers militaires de l'Esma et a mentionné Zanchetta qui a avoué après son premier vol de mort. Zanchetta a été l'aumônier d'Esma de 1975 à 1977, mais n'a figuré sur la liste officielle des aumôniers militaires qu'en 1984. Mijalchik, pour sa part, a été officiellement nommé aumônier militaire en 1982, mais il existe de nombreux témoignages de survivants qui prétendent avoir été interrogés par lui dans le centre clandestin « *Arsenales* » dans la province de Tucuman entre 1976 et 1977. Le curé qui, selon des témoins, a invité les détenus à collaborer avec les militaires et a refusé de prier avec eux car « *tout le monde irait en enfer de toutes façons* », fut le premier prêtre accusé dans un procès en Argentine pour des « crimes

contre l'humanité ».

Arturo Salerni qui, dans l'affaire Reverberi, était partie civile devant la Cour suprême de justice de la République argentine et qui de 2015 à 2019 à Rome a été l'un des principaux avocats de la défense des victimes du maxi procès Condor durant lequel ont été condamnés au second degré à la réclusion à perpétuité, 24 responsable de crimes commis pendant les dictatures sud-américaines, explique : « Dans ces types de procès, il n'y a jamais de documents officiels prouvant les activités de l'accusé, car ces activités étaient illégales. Reverberi a été accusé par les survivants d'avoir été complice de la torture, et non d'avoir été un simple observateur avec une attitude passive, mais d'avoir donné plus d'encouragement et de détermination à l'activité des tortionnaires, les légitimant par sa propre présence active et bénie. Dans ces procès, les actions menées par les accusés sont principalement reconstituées à travers les récits de témoins, de ceux qui sont passés par ces chambres de torture et ont survécu. Dans le cas de Reverberi, il y a eu plusieurs témoins et tous ont reconnu de façon précise le prêtre : c'était lui, il était là !

Le visage de S2

Cristina Flynn avait les yeux bandés, trois hommes la tenaient fermement et la poussaient. Ils lui ont dit qu'ils allaient la violer et la faire disparaître. Elle avait un pistolet pointé sur sa tête. Elle ne savait pas où elle était, mais elle sentait une forte odeur de salinité. Du bandeau, elle ne pouvait voir que le sol de l'endroit où elle marchait : c'étaient les pavés du port de Montevideo, sa ville. Cristina était très jeune et militait pour s'opposer à la dictature qui, ces années-là, opprimait son pays, l'Uruguay. Ils l'ont emmenée dans un couloir et l'ont torturée pendant des heures. C'était en décembre 1977. Cristina a survécu à la torture et a finalement été forcée d'abaisser son bandeau pour signer un rapport. Elle n'a jamais oublié le visage du militaire qui était devant elle ce jour-là et près de 20 ans plus tard, en 1996, elle a vu ce visage en première page de tous les journaux. Ce militaire s'appelait **Jorge Nestor Troccoli**. Au moment de l'enlèvement de Cristina, il était le chef de la S2, l'unité de renseignement de l'armée uruguayenne, et en 1996, il fut le premier militaire à parler publiquement de ce qui s'est passé pendant les années du terrorisme d'État.

L'affaire a explosé en Uruguay, Troccoli a signé une longue lettre ouverte dans le journal *El País* dans laquelle il admettait avoir enlevé et torturé les militants, a donné plusieurs interviews et a publié l'année suivante un livre intitulé « [La ira del Leviatán](#) » [La colère du Léviathan] dans lequel il a revisité ces années depuis son point de vue. Au moment de ce sensationnel déballage public, Troccoli avait 49 ans, était militaire, vivait à Montevideo avec sa femme Betina et il était même inscrit en anthropologie à l'université. L'époque des procès militaires était encore loin, et l'on niait qu'il y avait eu des morts, des disparitions et des tortures.

Marina di Camerota

Troccoli a mené une vie paisible jusqu'à ce qu'en 2007, les procès contre les militaires de la dictature commencent. Comme Mirtha Guimoni Rodríguez - la procureure uruguayenne qui a initié le procès contre Troccoli à Montevideo - l'a expliqué aux juges romains lors de son témoignage au procès Condor le 20 octobre 2015 : « Lorsque nous avons envoyé une convocation à Troccoli, son avocat nous a dit que son client était au Brésil pour affaires, mais ce n'était pas vrai. Il était déjà en route vers l'Italie. En effet, en octobre 2007, Jorge Nestor Troccoli est arrivé à Marina di Camerota, une petite ville du Cilento d'où sa famille était originaire. Quelques années auparavant, il avait demandé et obtenu la nationalité italienne ; à son arrivée dans le pays, il a rencontré l'avocat Adolfo Domingo Scarano, qui est devenu son premier avocat et qui a déclaré : « Je suis allé le chercher à la gare de Pisciotta à 9 heures du soir et j'ai été immédiatement alerté par le fait qu'il avait deux très grandes valises.

Je me souviens tout de suite d'avoir dit à mon frère que quelque chose n'allait pas, que je pensais qu'il s'était échappé. Le lendemain il m'a dit quelle était la situation et je l'ai amené ici chez moi, dans une petite pièce au dernier étage, et ce jusqu'à Noël où il est allé vivre un temps dans la caravane de mon frère, car le dernier étage de ma maison avait été loué pour les vacances. Il m'a répété à plusieurs reprises qu'il voulait parler à un magistrat parce qu'ils le recherchaient avec un mandat international, mais j'ai répondu : « Vous irez au tribunal et voir un magistrat quand je vous le dirait ». Je lui ai conseillé de ne pas trop se montrer car je m'étais déjà renseigné, et en fait, il y avait un mandat d'arrêt international contre lui. Donc, et en tant qu'avocat je voulais qu'il comparaisse au meilleur moment possible. J'ai joué avec ruse, sachant qu'en Uruguay les tribunaux ferment pendant 45 jours, entre le 25 décembre et le 10 février, je lui ai donc conseillé de laisser passer Noël et d'aller comparaître avant la nouvelle année. Cependant, le 21 décembre, est sorti dans le *Mattino* un petit article avec sa photo et c'est ainsi qu'il s'est constitué prisonnier plus tôt que prévu ». Troccoli l'a effectivement fait dans la nuit du 23 décembre, il a été immédiatement arrêté et emprisonné à Regina Coeli, d'où il a été libéré le 24 avril 2008, car l'ambassade de l'Uruguay n'a pas envoyé la demande d'extradition au Ministère italien des Affaires étrangères dans le temps fixé. Une erreur qui a créé beaucoup d'agitation en Uruguay et qui a conduit à la destitution de l'Ambassadeur uruguayen de l'époque en Italie, Carlos Abín.

Après sa sortie de prison, l'ancien militaire uruguayen a débuté sa vie de retraité à Marina di Camerota. Où tout le monde se connaît. La plupart des habitants ici ont des liens avec l'Amérique du Sud, via l'émigration qui était très forte, en particulier avec le Venezuela. Les habitants décrivent Troccoli comme un homme très habile, intelligent et timide. Il a vécu ici pendant des années avec sa femme Betina, professeur d'anglais en Uruguay, et qui travaillait dans une boutique avec vue sur la mer à Marina di Camerota. Troccoli, qui bénéficiait de la retraite de l'Uruguay en tant qu'ancien soldat, a tenté de démarrer une petite entreprise de location de karts pour les nombreux touristes qui affluent à Marina di Camerota chaque été. Cependant, les véhicules qu'on lui avait vendus étaient défectueux, alors il a tenté de déposer une plainte et le lancement de l'entreprise a capoté.

Condor

En 2015, des nouvelles fracassantes sont venues troubler la vie tranquille de Jorge et Betina : le procureur Giancarlo Capaldo, qui avait instruit le mandat d'arrêt international de Troccoli, a réussi à instituer un maxi procès à Rome pour les victimes italiennes des dictatures sud-américaines. Dans le maxi procès Cóndor, dans la salle d'audience du bunker Rebibbia, et parmi les accusés il y avait l'ancien gendarme uruguayen Jorge Nestor Troccoli, le seul qui résidait alors en Italie et qui, le 13 octobre 2016, a fait des déclarations spontanées dans la salle d'audience. Le procès concernait les victimes d'origine italienne du *Plan Cóndor*, l'opération née en novembre 1975 à Santiago du Chili par laquelle huit États sud-américains se sont engagés à capturer des militants exilés en Amérique latine, aux États-Unis et en Europe.

Comme l'explique l'ancien procureur Giancarlo Capaldo : « Le procès italien était unique parce que les autres procès des victimes des dictatures sud-américaines portaient sur la disparition de personnes, alors qu'avec le procès Cóndor, les événements sont apparus comme les articulations d'un plan de répression systématique et international. Troccoli, à l'époque, était un jeune officier en plein essor de l'armée uruguayenne qui, selon notre reconstruction, était très occupé et collaborait avec d'autres services pour la capture clandestine, la torture et la disparition de personnes. Troccoli, qui vivait bien en Uruguay, est arrivé en Italie parce que les procès contre la junte militaire avaient commencé dans son pays et que certains de ses collègues avaient déjà été arrêtés. Alors, pour échapper à la justice uruguayenne, Troccoli s'est souvenu qu'il avait la nationalité italienne et qu'il était un expatrié.

Mais pourquoi Troccoli - chef du renseignement uruguayen - est-il l'un des accusés dans un procès pour le Plan Cóndor ? Troccoli, qui était alors un jeune militaire, faisait partie des Fusna -fusiliers de l'armée uruguayenne-, un groupe de choc qui, depuis les années 1970, avait la tâche spécifique de se consacrer à la répression politique. En

1977, il est muté en Argentine sous prétexte d'un stage, mais en réalité sa tâche est différente : il doit capturer -en tant que soldat de l'opération Condor- les militants uruguayens exilés en Argentine, notamment à Buenos Aires.

De nombreux témoins ont vu au cours de ces années là , l'ancien militaire uruguayen à l'intérieur de l'Esma, le plus grand centre clandestin de Buenos Aires. Comme l'observe Francesca Lessa, chercheuse à l'Université d'Oxford et l'un des principaux experts de l'Opération Condor : « Lorsque Troccoli a été transféré à Buenos Aires, il est devenu l'officier de liaison entre les Marines uruguayenne et argentine. Il avait déjà assumé un rôle stratégique sur le territoire argentin à la fin de 1977 et en 1979, il a donc rejoint le célèbre groupe opérationnel de l'ESMA où il a mené des opérations de capture, d'interrogatoire et de torture pour obtenir des informations qui pourraient conduire à l'arrestation et à l'enlèvement d'autres militants politiques. Tout cela ressort clairement du bilan militaire de Troccoli, où il est également très apprécié des hauts gradés.

Au cours du procès Cóndor, Troccoli a été accusé de la mort et de la disparition de 20 personnes et des dizaines de témoins se sont envolés pour Rome pour témoigner durant presque deux années d'audiences. Le 17 janvier 2017, Troccoli a été acquitté par le tribunal pénal de Rome, mais en suite la sentence fut annulée en deuxième instance : et en juillet 2019, il a été condamné à la réclusion à perpétuité par les juges romains. L'ancien soldat uruguayen, résidant toujours en Italie, attend désormais la décision de la Cour Suprême fixée au 24 juin 2021. Aujourd'hui, il vit à Battipaglia, il a quitté Marina di Camerota depuis quelques années après plusieurs désaccords avec sa famille et avec son ancien avocat de la défense. Nous avons localisé Nestor Troccoli chez lui, à l'intérieur de bâtiments populaires du quartier Belvedere de Battipaglia. L'ancien militaire dit qu'il ne peut pas parler aux journalistes car il attend la décision de la Cour Suprême. Actuellement, la seule mesure restrictive adoptée à son encontre est l'interdiction de sortie du territoire italien, avec pour conséquence la saisie de son passeport. Sa dernière photo le montre en vacances avec sa femme Betina : ils portent des masques anti-Covid, en shorts, avec des chemises à manches courtes et des lunettes de soleil. Ils semblent insouciant, avec les câbles d'un audioguide autour du cou et derrière eux un arbre en fleurs.

Aujourd'hui, les autorités italiennes enquêtent sur deux nouveaux cas liés à l'ancien fusilier uruguayen : le meurtre de deux militants italo-argentins Raffaella Filipazzi et José Agustín Potenza. Les deux ont été enlevés en Uruguay, à Montevideo, le 25 juin 1977. Ils étaient logés à l'hôtel Ermitage et ont été détenus au cours d'une opération conjointe des forces uruguayennes et paraguayennes. Rien d'autre n'est connu des deux depuis de nombreuses années. Pendant tout ce temps, cependant, leurs enfants n'ont jamais cessé de les chercher et en 2017 il y a eu un tournant : leurs restes ont été retrouvés dans une fosse commune à Misiones, au Paraguay. Silvia Potenza, la fille d'Agustín, demande aujourd'hui justice pour son père et dit : « Trouver son corps était très important pour moi, avoir un parent disparu, c'est toujours avoir quelque chose en suspens. Les dernières années ont été très dures. J'ai trouvé mon père et je l'ai ramené à la maison. Je dois passer à autre chose, mais je veux aussi que Nestor Troccoli soit condamné et qu'il paie pour ce qu'il a fait. Je n'accepte pas que les militaires de la dictature uruguayenne passent leurs dernières années comme des retraités ordinaires.

Rafael Michelini, ancien sénateur uruguayen et fils de Zelmario Michelini, principal personnage politique de l'opposition à la dictature, assassiné en 1976 alors qu'il était en exil à Buenos Aires, partageait également le même avis. Troccoli a dédié son livre « *La ira del Leviatán* » à Rafael. Dans ces pages, il dit que l'ancien sénateur lui avait rendu visite plusieurs fois après la publication de sa lettre ouverte. Comme le souligne Michelini : « Il était très important qu'enfin un militaire prenne la parole et dise publiquement : *j'ai torturé* ». Il espérait engager un dialogue avec Troccoli, notamment pour savoir ce qui était arrivé aux disparus. Les déclarations de l'ancien militaire ne se sont toutefois jamais transformées en aides concrètes ou en reconnaissance de sa responsabilité. Il est vrai que le terrorisme d'État a été appliqué d'en haut, mais beaucoup ont dit non et tous auraient pu faire de même. Aujourd'hui encore, lui et ses camarades sont convaincus qu'ils ont sauvé leur patrie des terroristes et que c'était la seule façon d'agir. Dans les années 1970, en Uruguay, il y avait des organisations armées qui planifiaient la révolution, la loi devrait être appliquée contre eux avec des procès et non avec la torture systématique, la dissimulation et la disparition des cadavres. Troccoli doit se voir garantir tous ses droits, mais il doit payer pour ce qu'il a fait. Au cours de ces années,

l'armée uruguayenne a décidé de la vie ou de la mort de centaines de citoyens. Un crime de ce genre ne peut rester impuni.

« L'enfer de San Juan »

Le 26 mai, le ministre de la Justice Alfonso Bonafede a autorisé l'ouverture d'un procès contre **Carlos Luis Malatto** pour les crimes d'homicide multiple aggravé, d'enlèvement à des fins d'extorsion et de violence sexuelle contre cinq citoyens argentins : Alfredo et Marta Lerouc, [Anne Marie Erize](#), Arias Florentino et Juan Carlos Campora. L'ancien lieutenant argentin au moment du coup d'État avait 27 ans et était second en chef du Rim22, le 22e régiment d'infanterie de montagne de la ville de San Juan. Pour échapper à la justice argentine, Carlos Luis Malatto vit en Italie depuis près de dix ans et après l'avoir perdu de vue pendant un certain temps, il a été localisé par *La Repubblica* en juin 2019 à Portorosa, un quartier privé de la province de Messine.

Entre 1976 et 1983 à San Juan, plus de 100 opposants politiques ont été kidnappés et ont disparu, et on pense que ces crimes sont l'oeuvre du Rim22. Comme le révèle Eloy Camus, historien et auteur du livre « *Historia de Víctimas del Terrorismo de Estado en San Juan* » : « Toute la coordination des actions répressives était à la charge du lieutenant Malatto, qui dirigeait le groupe qui a procédé aux enlèvements, tortures et meurtres ». Les hommes du Rim22, d'après les témoignages des survivants lors des procès menés à San Juan pour crimes contre l'humanité, se sont démarqués par la brutalité des pratiques répressives adoptées. Eloy Camus a aujourd'hui 61 ans et vit toujours à San Juan où, alors qu'il n'avait que 18 ans, il a été enlevé et torturé par les hommes du Rim22. Au fil des années, il a été l'un des principaux témoins des procès impliquant les disparus de San Juan et comme le dénonce Camus : « Un autre succès de l'organisation du Rim22, rendu possible uniquement par l'attention scrupuleuse et méthodique du lieutenant Malatto, est qu'à San Juan, les corps des disparus n'ont jamais été retrouvés. »

Le nouveau-né sous le porche

C'était un après-midi d'octobre 1976, Manuel et Ana Saroff étaient chez eux à Mendoza lorsqu'ils ont entendu le cri d'un bébé. Ils ont couru : il y avait un bébé sous leur porche. C'était leur neveu Fernando. Depuis quelques mois, les parents du garçon, Alfredo et Marta Lerouc, vivaient cachés à San Juan : ils étaient des militants de Montoneros, une organisation de guérilla opposée à la dictature, et ils savaient qu'ils étaient en danger. Manuel et Ana ne pouvaient pas imaginer que quelques jours auparavant, Alfredo avait été assassiné dans la rue par les hommes du Rim22 et que Marta était en garde à vue. Depuis, on n'a jamais rien su à propos de Marta et elle est toujours portée disparue.

Eva Lerouc avait deux ans en 1976 et cet après-midi-là, elle était à la maison avec ses grands-parents Manuel et Ana lorsqu'ils ont retrouvé son petit frère sous le porche de la maison. Depuis, elle n'a jamais cessé de demander justice pour ses parents et elle est allée à Rome en novembre dernier pour témoigner contre l'ancien lieutenant Carlos Malatto. Aujourd'hui, elle vit toujours à San Juan et accuse : « Pour ceux qui ont commis ces crimes terribles, nous demandons la prison. Mes parents n'ont pas eu droit à un procès, mais nous ne demandons rien de plus pour ceux qui les ont torturés et tués. En Argentine, ils essaient souvent de faire passer les anciens militaires de la dictature pour de pauvres vieillards qui ne demandent qu'à être laissés en paix. Mais ces pauvres vieillards ont cependant fait disparaître 30 000 personnes. Une douleur comme celle que j'éprouve je ne peux pas la surmonter, on ne peut que survivre. Savoir que celui qui vous a causé toutes ces souffrances paie sa condamnation, est le seul moyen qui vous permet d'avancer.

Résidence Portorosa

Aujourd'hui, Carlos Malatto vit dans le quartier privatif de Portorosa dans la province de Messine : un grand complexe touristique qui a plusieurs bars et restaurants de luxe à l'intérieur, un port avec service de yacht et plusieurs hôtels. En novembre dernier, Eva a visité le lieu où habite l'ancien lieutenant argentin : « Cela me fait mal de savoir que Malatto est toujours libre et qu'il mène une vie qu'un citoyen ordinaire ne peut pas se permettre. C'est comme si Hitler vivait aux Bahamas et quiconque qui a causé la Shoah est libre de vivre une vie de plaisir. Cela fait mal et vous vous sentez impuissant. Je suis venue en Italie pour dénoncer Malatto, et également pour m'assurer que ses voisins sachent qui est cet homme, afin que les Italiens sachent aussi à qui ils ont donné la citoyenneté et, s'ils le protègent, qu'ils sachent qui ils protègent.

Depuis mai 2018, l'ancien lieutenant argentin reçoit dans une villa de deux étages du complexe de Portorosa, prêt gratuit d'une femme résidant à Enna. Sa maison, avec un jardin et des grilles rouges, est située près d'une avenue et surplombe la mer. La villa bénéficie d'un accès privé aux deux plages sur la vaste plage en face de Portorosa : il faut deux pas pour atteindre les premiers transats au bord de mer. Malatto, disent les habitants, passe ses journées dans son petit bateau amarré dans le port et possède deux voitures, une vieille Panda blanche, qu'il n'utilise que pour de courts trajets depuis la résidence, et une Mercedes Benz gris métallisé qu'il utilise pour se rendre à Enna. Il dîne souvent dans une pizzeria non loin de Portorosa. Il est presque toujours seul, bien que dans la période pré-Covid, il ait été vu à plusieurs reprises avec sa compagne argentine. Après le tollé provoqué par sa découverte, Malatto n'est plus apparu dans la région pendant longtemps. Aujourd'hui, les habitants ne peuvent pas dire avec certitude qu'il vit toujours dans la résidence. Et en fait, il n'y a aucune trace de l'ancien lieutenant argentin, jusqu'à ce que sa vieille Panda blanche se présente dans l'allée en contrebas de sa maison à l'heure du déjeuner. Le volet roulant de la fenêtre est baissé et les clés sont sur le tableau de bord. La fenêtre donnant sur l'avenue est ouverte et de là, on peut voir Malatto. En quelques minutes, il ferme la fenêtre et la porte de la maison. Il monte dans sa voiture et, avec la même hâte avec laquelle il est arrivé, s'en va.

Grattez et gagnez

De 2015 à 2018, Malatto a vécu à Calascibetta, une petite ville sicilienne de 4 000 habitants. Aujourd'hui personne ne répond à la sonnette de la vieille maison de Malatto, mais un peu plus loin, via Conte Ruggero, la femme qui des années auparavant avait cédé la propriété au lieutenant répond à l'interphone. Elle dit n'avoir jamais rien eu à voir avec Malatto avant de lui louer sa maison. Elle explique qu'il était enregistré avec un contrat régulier et qu'il est parti depuis deux ans. Elle ne veut rien ajouter d'autre. De nombreux villageois se souviennent de l'ancien lieutenant : lorsqu'ils ont lu les articles sur lui l'année dernière, ils ne pouvaient pas croire que ce Monsieur était le même homme qu'ils avaient vu se promener dans les rues de Calascibetta. Ils l'ont toujours vu seul, mais ils se souviennent qu'une fois son fils est venu le voir. Il ne se faisait pas d'amis. Il n'était pas très sociable avec les locaux, mais le propriétaire du tabac se souvient très bien de lui : « Je le voyais presque tous les jours, il parlait très bien l'italien. C'était un type particulier, il avait des manières très différentes de faire les choses. Ici, il achetait toujours une carte à gratter, mais il la rapportait à la maison pour la gratter et le lendemain, il venait récupérer les gains. Il m'a également dit qu'il avait été militaire dans son pays, il en était très fier : il m'avait avoué qu'il avait été un militaire important ».

Avant de résider à Calascibetta, Malatto a été surpris à Gênes en octobre 2014, où il était hôte de la paroisse de San Giacomo Apostolo dans le petit village de Cornigliano. Il avait déclaré avoir été aidé par le père argentin Don José Galdeano Fernández, qui y était curé à l'époque. Aujourd'hui, Don Galdeano vit à Madrid où il travaille comme curé dans l'église de San Valentín y San Casimiro, dans le quartier de Vicálvaro. Il est originaire de la même ville de Malatto à Mendoza, où il a pris les ordres le 2 octobre 1988. Il raconte : « J'ai rencontré sa femme, une femme qui s'est longtemps battue contre le cancer. J'étais curé dans la région où il a vécu de 1992 à 1997, il allait à la messe avec sa famille mais je n'avais aucune idée de son passé. À l'été 2014, il m'a appelé, il savait que j'étais en Italie et

m'a demandé l'hospitalité : Il a dit qu'il avait de la famille à Gênes et qu'il devait rester un certain temps. Au total, il est resté environ 15 jours, comme il est arrivé, il est reparti. Un jour, une camionnette est venue le chercher et je ne l'ai plus jamais revu. Je suis sûr qu'une organisation le protégeait, il ne travaillait pas et je sais que sa famille n'était pas riche, mais il vivait en paix ».

En 2013, l'ancien lieutenant argentin était face à la procédure de demande d'extradition présentée par le gouvernement argentin devant le tribunal de L'Aquila, compétent sur le territoire. Son avocat de confiance Augusto Sinagra, ancien avocat de [Licio Gelli](#) et de l'ancien chef du Rim22 [Jorge Olivera](#) [surnommé « Le boucher de San Juan » Ndlr], l'a défendu. Les archives montrent que Carlos Malatto résidait dans un *bed & breakfast* dans un petit village de L'Aquila à cette époque. La propriétaire de l'établissement a déclaré qu'elle n'avait aucune idée de qui était Carlos Malatto : et qu'aucune personne portant ce nom n'avait passé une seule nuit au *B&B*. Au bureau de l'état civil de L'Aquila et à la préfecture de police, il y a en fait deux adresses de résidence différentes de l'ancien lieutenant, et aucune ne correspond à celle du *B&B*. L'une des adresses est au 21 Piazza del Santuario, à Madonna di Roio, la résidence de l'« *Istituto delle Serve di Maria Riparatrici* » [Institut des Serviteurs de Marie Réparatrice]. « Nous l'avons accueilli pendant deux ans dans notre structure, où il payait régulièrement le loyer et où nous avons accueilli beaucoup d'autres personnes, de nombreux étudiants par exemple », explique Soeur Pia, qui était en charge de la structure à l'époque. « Il avait un avocat et il a rendu service à la Misericordia, ses enfants sont venus lui rendre visite et il est revenu d'autres fois pour nous saluer, c'est un bon catholique qui a assisté à la messe. Je ne comprends pas pourquoi vous, journalistes, continuez à enquêter. Laisse-le vivre en paix »

[La République](#). Rome, 7 janvier 2021.

L'équipe d'investigation

[WCCentro di giornalismo permanente - CGP](#)

(Italie)

Elena Basso

Marco Mastrandrea

Alfredo Sprovieri

[EL SALTO](#)(Espagne)

Teresa Garcia

Pablo Elorduy Cadiz

Alvaro Minguito

[STREETPRESS](#)(France)

Robin D'Angelo

Lucas Chedeville

Caroline Varon -

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diáspora](#).par : Estelle et Carlos Debiasi

El Correo de la Diáspora.Paris, le 13 janvier 2020.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org